

## Conférence d'un militaire à l'UQAC, pour avoir l'heure juste!

<http://www.lbr.ca/article-4-7169.html>



Une trentaine d'opposants se sont réunis à l'Université du Québec à Chicoutimi le 7 novembre dernier lors d'une conférence sur la mission canadienne en Afghanistan afin de faire valoir leur opinion. En effet, ces derniers étaient sur place pour dénoncer le recrutement militaire sur les campus universitaires et pour démontrer leur opposition à la guerre en Afghanistan.

Tout d'abord, rectifions les faits. L'action a commencé vers 17h00 dans le centre social de l'université par une distribution de tracts afin d'informer la communauté étudiante des motifs liés à la présence des opposants. Ensuite, c'est autour de 17h15 que les manifestants se sont déplacés vers l'entrée de l'auditorium où se tenait la conférence. Avant même l'arrivée du conférencier, le lieutenant-colonel Jean Trudel, le service de sécurité de l'UQAC avait déjà commencé à pousser des manifestants qui agissaient de manière totalement pacifiques. Le télédiffuseur TVA qui était sur place du début à la fin pourrait très bien en témoigner si il nous fournissait toutes les images retenues lors de cette action. Quoi qu'il en soit, les médias de masse ont plutôt choisis leur créneau traditionnel qui consiste à véhiculer l'idée que la violence provenait des manifestants et manifestantes, comme vous l'avez probablement vu dans les bulletins de nouvelles du 8 novembre. Jamais il n'a été question de la provocation effectuée par les agents de sécurité de l'UQAC et encore moins de la force abusive dont ils ont fait usage contre les opposants.

Selon Jean Wauthier, responsable des communications de l'UQAC, « les opposants n'étaient pas intéressés à discuter avec qui que ce soit » (Le Quotidien, 8 novembre 2007). Faut-il rappeler à M. Wauthier que la présence militaire de l'armée canadienne en Afghanistan a été contestée par 70% de la population du Québec dans un sondage d'opinion des journaux du groupe Québecor. De plus, faut-il lui rappeler que le gouvernement canadien n'a jamais consulté la population au sujet de l'entrée en guerre des forces armées canadiennes en Afghanistan. Pour ce qui est du dialogue et de l'échange, on repassera!

De plus, si l'objectif était d'instaurer un débat sur cette question, il fallait le faire en considérant la sensibilité du sujet. M. Wauthier aurait très bien pu s'adresser aux étudiants eux-mêmes afin qu'ils déterminent les modalités d'un débat sur cette question. Alors que la présence militaire en Afghanistan est contestée de toute part, M. Wauthier aurait dû s'attendre à ce qu'il y ait des conséquences à inviter les forces canadiennes à faire une conférence dans une institution d'enseignement comme l'UQAC.

Plus tôt dans la journée, les forces armées canadiennes avaient également tenues un kiosque d'information dans le cadre de la foire de l'emploi à l'UQAC. À cet égard, soulignons que la précarité de la condition étudiante (65% des étudiants sont bénéficiaires de l'aide financière aux études à l'UQAC) est évidemment un terreau fertile de l'enrôlement des étudiants sur des bases économiques. En effet, l'intégration d'un individu au sein d'une force militaire ne devrait jamais se faire sous la pression et les contraintes financières, ce qui est souvent le cas dans une région comme le Saguenay-Lac-St-Jean touchée par les fermetures d'usines, la pauvreté et l'exode des jeunes.

Enfin, les opposants ont tenu à dénoncer l'alignement de la politique étrangère canadienne sur celle des États-Unis dans le cadre de cette guerre qui cache des intérêts économiques impérialistes. En effet, les importantes ressources en gaz naturel de l'Afghanistan tout autant que le pétrole de l'Irak, sont les principales raisons qui guident ces deux interventions militaires. La manifestation s'est terminée sur quelques slogans. « Non à l'occupation, on veut de l'éducation! On veut étudier, on ne veut pas s'enrôler! »

Etienne David-Bellemare, étudiant à l'UQAC